



Budget de l'Union: donner à l'Union européenne les moyens de jouer son rôle d'acteur mondial de premier plan

Bruxelles, le 14 juin 2018

Pour le prochain budget à long terme de l'UE sur la période 2021-2027, la Commission européenne propose de porter son budget affecté à l'action extérieure à 123 milliards d'euros, de simplifier considérablement sa structure et de le rendre beaucoup plus souple et efficace pour pouvoir relever les défis mondiaux d'aujourd'hui.

Le budget consacré à l'action extérieure constituera le principal instrument dont disposera l'UE pour aider ses partenaires dans leurs mutations politiques et économiques sur la voie du développement durable, de la stabilité, de la consolidation de la démocratie, du développement socio-économique et de l'éradication de la pauvreté. Il permettra également à l'UE de continuer à fournir une assistance humanitaire dans le monde entier. En ce qui concerne le voisinage de l'UE, il constituera également l'outil qui permettra d'aider les pays du voisinage dans leur rapprochement économique avec le marché unique de l'UE.

La haute représentante/vice-présidente Mme Federica **Mogherini** a fait la déclaration suivante: «*Nous proposons un budget pour l'action extérieure de l'Union européenne de 123 milliards d'euros au cours des sept prochaines années, soit une augmentation de 30 % qui représente un investissement sans précédent pour nous permettre de jouer notre rôle au niveau mondial. Des ressources plus importantes grâce auxquelles nous pourrions agir davantage en tant qu'acteur mondial fiable, prévisible, empreint d'un esprit de coopération, ce qui est exactement ce que nos citoyens et nos partenaires attendent de nous dans cette période difficile. C'est une reconnaissance de la valeur ajoutée de l'action de l'UE en matière de politique étrangère. Ensemble, nous pouvons avoir un impact qu'aucun État membre, à lui seul, ne saurait avoir dans le monde d'aujourd'hui.*»

Le commissaire chargé de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, M. Johannes **Hahn** a, quant à lui, souligné ce qui suit: «*Ce budget restructuré et doté de moyens plus importants nous permettra de continuer à collaborer avec les pays qui se sont engagés à adhérer à l'Union européenne, tout en préservant notre relation privilégiée avec nos voisins de l'Est et du Sud. Cette orientation viendra à l'appui de notre objectif stratégique consistant à créer un espace de stabilité, de sécurité et de prospérité à proximité des frontières de l'Union.*»

Le commissaire chargé de la coopération internationale et du développement M. Neven **Mimica** a, quant à lui, ajouté: «*L'Union européenne est l'un des principaux promoteurs du programme des Nations unies à l'horizon 2030 et de ses objectifs de développement durable. Nos propositions fixent la base budgétaire sur laquelle s'appuiera l'UE pour continuer à jouer son rôle d'acteur clé du développement, en aidant nos partenaires à éradiquer la pauvreté et à répondre à des défis mondiaux, tout en veillant à ne laisser personne de côté.*»

Le commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises M. Christos **Stylianides** a, pour sa part, déclaré: «*Les cas d'urgence humanitaire dans le monde augmentant chaque année et devenant plus complexes, l'UE renforce son rôle de premier plan en tant que principal pourvoyeur d'aide humanitaire. L'augmentation de notre budget nous permettra de continuer à faire preuve de solidarité avec des millions de personnes dans le besoin.*»

Éléments clés de la nouvelle proposition relative au budget de l'action extérieure:

- **Accroissement du financement:** le financement sera porté de 94,5 milliards d'euros sur la période 2014-2020 à 123 milliards d'euros sur la période 2021-2027, soit une augmentation de 30 %.
- **Simplification:** la Commission propose de réduire le nombre d'instruments et d'intégrer le Fonds européen de développement dans le budget de l'UE, ce qui permettra d'assurer une plus grande cohérence et de mettre plus clairement l'accent sur les objectifs politiques et la coopération avec les partenaires, en conformité avec les valeurs de l'Union et ses priorités.
- **Souplesse:** la nouvelle structure budgétaire permettra d'employer et de ré-employer les fonds non utilisés sur une base pluriannuelle. Cela permettra à l'Union européenne de mieux s'adapter à l'évolution de la situation, dans le respect de ses priorités consistant à éradiquer la pauvreté et à

promouvoir le développement durable, la prospérité, la paix et la stabilité.

- **Renforcement de la transparence et du contrôle démocratique**: par exemple par l'intégration du Fonds européen de développement dans le budget de l'Union.

Nouveaux instruments proposés pour l'action extérieure de l'UE:

- **L'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale** doté de **89,2 milliards d'euros**: Ce nouvel instrument rationalisé reposera sur trois piliers: 1. Un *pilier géographique*, qui mettra particulièrement l'accent sur la politique de voisinage et l'Afrique sub-saharienne, qui verra son financement considérablement accru pour lui permettre de répondre conjointement à des défis mondiaux tels que le développement humain, notamment l'égalité hommes-femmes, le changement climatique, l'environnement, la migration et la sécurité alimentaire; 2. Un *pilier thématique* qui viendra compléter le pilier géographique au moyen d'un soutien en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, de la société civile, de la stabilité et de la paix, dans la mesure où ces questions doivent être traitées au niveau mondial, ainsi que d'autres défis mondiaux qui ne seraient pas couverts au titre du pilier géographique; 3. Un *pilier relatif à la réaction rapide* qui permettra à l'UE de réagir rapidement aux crises et d'appuyer la prévention des conflits, ainsi que de renforcer la résilience des États, des sociétés, des communautés et des individus, le lien entre l'aide humanitaire et les actions en faveur du développement, ainsi que les mesures précoces pour répondre à d'autres objectifs de politique étrangère.
- Un nouvel **instrument européen en matière de sûreté nucléaire**: Doté de **300 millions d'euros**, il complétera les activités menées dans le cadre du nouvel instrument rationalisé sur la base du [traité Euratom](#);
- L'**instrument d'aide de pré-adhésion** (IAP III): doté de **14,5 milliards d'euros**, il offrira une aide accrue aux pays candidats et aux candidats potentiels pour les aider à remplir les critères d'adhésion en opérant des réformes approfondies et globales;
- L'**instrument d'aide humanitaire**: doté de **11 milliards d'euros**, permettra l'octroi d'une aide de l'UE fondée sur les besoins afin de sauver et de protéger des vies, de soulager la souffrance humaine et de préserver l'intégrité et la dignité des populations victimes de catastrophes naturelles ou de crises d'origine humaine.
- La **politique étrangère et de sécurité commune** sera dotée d'un budget de **3 milliards d'euros**. Ce financement sera utilisé pour faire face aux crises et conflits extérieurs, renforcer les capacités des pays partenaires et protéger l'Union européenne et ses citoyens
- La coopération avec les **pays et les territoires d'outre-mer** y compris **le Groenland**, à laquelle seront affectés **500 millions d'euros**, montant qui permettra de soutenir et de renforcer les relations économiques, politiques et culturelles entre l'Union européenne et les 13 pays et territoires d'outre-mer liés aux États membres de l'Union.
- Le montant restant d'environ 4,5 milliards d'euros se compose de la marge budgétaire (3,2 milliards d'euros) et d'autres postes budgétaires tels que des subventions au titre de l'assistance macrofinancière, des mesures d'évaluation et d'audit ou des travaux liés aux organisations internationales et aux agences décentralisées.
- La proposition de la Commission prévoit un **cadre d'investissement pour l'action extérieure** doté d'une capacité de financement **pouvant aller jusqu'à 60 milliards d'euros**. En s'appuyant sur l'expérience fructueuse du plan d'investissement extérieur de l'Union, il contribuera à lever et à mobiliser des ressources financières supplémentaires provenant du secteur privé en faveur du développement durable.
- En outre et hors budget de l'UE, la haute représentante, avec le soutien de la Commission propose de créer une **Facilité européenne pour la paix**, dotée de **10,5 milliards d'euros**. Cette facilité financera des actions opérationnelles menées au titre de la politique étrangère et de sécurité commune qui ont des implications militaires ou dans le domaine de la défense, et ne peuvent donc être financées sur le budget de l'Union. Elle renforcera la capacité de l'Union à préserver la paix, à prévenir les conflits et à renforcer la sécurité internationale, conformément au traité de l'Union européenne et aux objectifs et principes de la charte des Nations unies.

Prochaines étapes

Il convient qu'un accord soit rapidement conclu entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sur le budget global de l'UE à long terme et ses propositions sectorielles, afin de veiller à ce que les fonds de l'UE produisent des résultats sur le terrain dès que possible.

Des retards similaires à ceux qui ont été observés au début de la période budgétaire en cours 2014-2020 pourraient avoir pour conséquence que l'UE se heurte à de grandes difficultés pour respecter ses obligations et engagements internationaux envers ses partenaires.

Un accord sur le prochain budget à long terme en 2019 permettrait d'assurer une transition sans heurts entre l'actuel budget à long terme (2014-2020) et le nouveau, ce qui garantirait la prévisibilité et la continuité du financement, pour le bénéfice de tous.

Pour en savoir plus

[MÉMO](#)

[Textes juridiques et fiches d'information relatifs au voisinage de l'UE et au reste du monde](#)

[Facilité européenne pour la paix](#)

Plus d'informations sur le [budget de l'Union pour l'avenir](#)

IP/18/4086

Personnes de contact pour la presse:

[Maja KOCIJANCIC](#) (+32 2 298 65 70)

[Carlos MARTIN RUIZ DE GORDEJUELA](#) (+32 2 296 53 22)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)